



**DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES**  
**OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**  
**N° 13/2019**  
**DU 3/12/2019 à 15h00**  
**(SEANCE PUBLIQUE)**

**INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE  
ET DE CONTROLE D'ACCES AUX BATIMENTS  
DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE**

**INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)**



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX (SEANCE PUBLIQUE) N° 13/2019

### INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE ET DE CONTROLE D'ACCES AUX BATIMENTS DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

**INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)**

### **Article 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet l'installation d'un système de vidéosurveillance et de contrôle d'accès aux bâtiments de l'institut royal de la Culture Amazighe en lot unique.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif au règlement des marchés publics de l'IRCAM.

### **Article 2: MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : l'Institut Royal de la Culture Amazighe représenté par son Recteur.

### **Article 3: COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement n° 2524 précité,

- a) copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) le modèle de l'acte d'engagement ;
- d) le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f) le présent règlement de la consultation.

### **Article 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement n° 2524 précité :

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :
  - justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
  - sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations, réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
  - sont affiliées à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale ou un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
  - les personnes en liquidation judiciaire ;
  - les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
  - les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement n° 2524 de passation des marchés de l'IRCAM ;
  - les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

### **Article 5: MODE D'ATTRIBUTION**

Le présent appel d'offres sera adjugé en lot unique.

Les offres seront jugées par une commission désignée à cet effet.

**Article 6: MONNAIE DE L'APPEL D'OFFRES**

Les prix des offres doivent être formulés et exprimés en dirham marocain.

**Article 7: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES**

A l'exception des attestations des constructeurs et les prospectus qui peuvent être présentées en anglais, les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue française.

**Article 8: CONTENU DU DOSSIER DE L'OFFRE DU CONCURRENT**

Conformément aux dispositions des articles 25 et 27 du règlement n° 2524 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont:

**A - Un dossier administratif comprenant :**

- 1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres
  - a) la déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement 2524.
  - b) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnel et solidaire en tenant.
  - c) pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement.
- 2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité,
  - a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
    - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
    - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
      - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
      - un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
      - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
  - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n° 2524. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
  - c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au

régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de prévoyance pour les concurrents non installés au Maroc ;

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

#### **B - Un dossier technique comprenant :**

Le certificat de qualification et de classification originale ou copie certifiée conforme:

Secteur	Classe	Qualifications exigées
✓ Secteur : K	3	Contrôle d'accès
✓ Qualification : K5		

Lorsque le concurrent est un établissement public, les documents à fournir sont ceux prescrits au paragraphe II de l'article 25 du règlement précité.

#### **C - Le dossier additif :**

**comprend toutes pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres, à savoir :**

- 1) le Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé à chaque page et signé en dernière page, avec la mention manuscrite « *Lu et accepté* » ;
- 2) le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages, avec la mention manuscrite « *Lu et accepté* ».

#### **D – Offre financière :**

Ce dossier doit comprendre :

- 1) un acte d'engagement établi conformément au modèle, ci-joint, en annexe II ;
- 2) le bordereau des prix-détail estimatif, établis conformément au modèle figurant au CPS.

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être écrits en chiffres et en toutes lettres.

Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres du bordereau des prix ou de la décomposition, le cas échéant, sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

### **Article 9: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement n°2524 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché, l'indication du lot ;
- la date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission de l'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

#### **Ce pli contient deux enveloppes :**

##### **1. La première enveloppe :**

Comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif, le présent règlement de consultation et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou par la personne habilitée par lui à cet effet, et doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossier administratif, technique et additif ».

##### **2. La deuxième enveloppe :**

Comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Offre Financière** ».

### **Article 10: PRESENTATION DES DOSSIERS EN CAS DE GROUPEMENT**

En cas de groupement, joindre au dossier administratif : Une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement, accompagnée d'une note indiquant l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant.

### **Article 11: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

Le cautionnement provisoire est fixé à vingt mille dirhams (20 000,00 DH).

### **Article 12: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement 2524 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier.

### **Article 13: RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Il sera également disponible en téléchargement à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) et à partir du site web de l'IRCAM ([www.ircam.ma](http://www.ircam.ma)).

#### **Article 14: INFORMATION DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement 2524 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier de l'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

#### **Article 15: RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement 2524 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du règlement précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement 2524 précité présenter de nouveaux plis.

#### **Article 16: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires qui n'ont pas retirés définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 15 ci-dessus, resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article n° 33 du règlement 2524 précité.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **Article 17: DEPOT DES PLIS**

Les plis sont, au choix des concurrents :

- soit déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée au bureau d'ordre. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture conformément aux dispositions prévues à l'article 36 du règlement de passation des marchés de l'IRCAM.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

**Article 18: VISITE DES LIEUX**

Les soumissionnaires sont invités à visiter, obligatoirement, les bâtiments de l'Institut Royal de la Culture Amazighe le jour prévu dans l'avis d'appel d'offres relatif à ce marché.

**Article 19: CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS**

Les offres qui ne comportent pas les pièces exigées dans le dossier technique et le dossier additif et prévus dans le règlement de la consultation ne seront pas acceptées.

Les offres sont jugées sur la base de l'offre financière, sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions de l'article 40 du règlement 2524 précité relatif aux marchés publics de l'IRCAM.

La commission attribuera le marché au concurrent dont l'offre financière, sera la moins disante parmi les concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique des concurrents.

**Article 20: RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES**

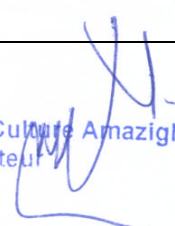
Conformément aux dispositions de l'article 44 du règlement 2524 précité, le maître d'ouvrage informe le concurrent retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation personnelle et solidaire en tenant lieu et des échantillons, le cas échéant, qui sont restitués aux concurrents éliminés dans le délai de cinq (5) jours.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

<b><u>Le concurrent</u></b> (Lu et accepté)	<b><u>Le Recteur de l'IRCAM</u></b> Le 8/11/2019
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS